

Cartographie des motivations derrière les conflits: le cas du Katanga

Mise à jour : mai - septembre 2008

Steven Spittaels & Filip Hilgert



Editorial

Recherche et rédaction : Steven Spittaels & Filip Hilgert
Mise en page : Anne Hullebroeck

Anvers, 5 janvier 2009

Photo de couverture : Mine artisanale de cassitérite près de Mitwaba, 2008 (Photo : Partenaire d'IPIS)

Remerciements

Les auteurs tiennent à remercier les organisations partenaires suivantes pour leur contribution à cette recherche :

- **Asadho/katanga**



- **Padholik**



- **Promotion des populations Indigènes (PPI)**
- **et une autre organisation**

Table des matières

Introduction	4
Les Maï-Maï et le processus de 'DDR	5
Le Nord	6
Présence de groupes armés	6
Motivations des groupes armés	6
Présence des FARDC	7
Motivations des FARDC	7
La Ceinture de cuivre	8
Présence des FARDC	8
Motivations des FARDC	8
Le Centre	10
Présence de groupes armés	10
Motivations des groupes armés	10
Présence des FARDC	10
Motivations des FARDC	10
L'Est	12
Présence de groupes armés	12
Présence des FARDC	12
Motivations des FARDC	12
Conclusions et recommandations	13
Nouvelles cartes	14
Annexe : Liste des abréviations	14

Introduction

L'aggravation des hostilités dans le nord du Kivu, et dans une moindre mesure en Ituri, a contribué à détourner l'attention de la presse des problèmes du Katanga. Cela peut se comprendre dans une certaine mesure. La situation humanitaire dans les deux Kivu est dramatique et requiert toute notre attention alors que les violations des droits humains au Katanga ont diminué¹.

Cependant, quand la MONUC se retire progressivement de la province², c'est également la présence internationale - et donc le nombre de paires d'yeux et d'oreilles des observateurs sur le terrain - qui diminue. Pourtant, plusieurs risques en matière de sécurité persistent.

A commencer par l'impact de la crise économique qui pèse lourdement sur le Katanga. Quasiment toutes les compagnies minières ont réduit de manière significative leurs activités quand elles ne les ont pas cessées. Les conséquences sociales sont très sévères pour la province qui dépend économiquement de l'activité minière. Ensuite, une loi a été votée en août dernier portant sur la création de 25 provinces congolaises à la place des 10 actuelles. Ce scénario prévoit que le Katanga soit divisé en quatre nouvelles provinces. Cette mesure a été accueillie de manière mitigée. L'impact potentiel est difficile à estimer. Pour finir, la situation des droits humains dans le nord de la province demeure inquiétante, étant donné la persistance des violations commises par des agents de l'Etat.

¹ Observation de l'ASADHO Katanga, une grande organisation de défense des droits humains qui dispose de plusieurs bureaux dans toute la province.

² Radio Okapi, *La Monuc redéploie certains contingents à l'Est*, 25 juillet 2008.

Les Mai-Mai et le processus de 'DDR

Les titres dans cette colonne renvoient le lecteur à la carte qu'il faut consulter pendant la lecture du texte

MAYI-MAYI

L'embrassement de la guerre au Nord-Kivu a eu des répercussions sur le Katanga. Des rapports récents relatent le regroupement de Mai-Mai dans le centre de la province et des rumeurs courent sur des agents du CNDP soutirant des profits des mines du Tanganyika³. Même avant la reprise des combats au Nord-Kivu, certains mouvements mai-mai du Katanga ont continué de temps à autre à manifester leur mécontentement face aux faibles progrès des programmes de DDR existants⁴.

Au Katanga, les Mai-Mai ne sont pas les seuls groupes armés errants qui ont besoin d'être intégrés dans un processus de DDR. Il est important de rappeler la présence d'un nombre limité de combattants des FDLR (Forces Démocratiques de Libération du Rwanda) dans le nord de la province. Rien que dans le territoire de Kabalo, il resterait quelque 180 de ces ex-combattants⁵.

³ Source écrite confidentielle.

⁴ OCHA, *Situation Humanitaire de la Province du Katanga du 16 au 22 juillet 2008*.

⁵ Radio Okapi, *Kalemie : des rebelles hutus rwandais signalés à Kabalo*, 15 août 2008.

Le Nord

La ruée sur le coltan se poursuit dans le nord du Katanga. AKasese, dans le territoire de Kaniama⁶, la production alimentaire a baissé de manière spectaculaire depuis que les agriculteurs ont commencé à partir pour les mines. En conséquence, les prix des produits alimentaires ont fortement augmenté et dans de nombreux cas, ils ont même doublé voire triplé⁷. En un an, le prix du maïs est passé d'un demi-dollar à presque deux dollars.

ETHNIC INCIDENTS

Les tensions entre les Banyamulenge et les autres groupes ethniques dans le nord-est du Katanga se maintiennent également. À Moni, un village près de Kalemie, le chef coutumier a forcé la communauté des Banyamulenge de retirer ses troupeaux de bovins à la suite de tensions entre les éleveurs de bovins et les agriculteurs⁸. Ces derniers sont majoritairement des Lwende qui refusent de vivre aux côtés des Banyamulenge.

Présence de groupes armés

MAYI-MAYI

La réintégration des anciens combattants reste une question délicate. La brigade de la 'Garde Frontalière' est en partie opérationnelle mais en septembre, on n'avait toujours pas décidé qui commanderait l'unité. Entre-temps, un commandant intérimaire a été désigné. Par ailleurs, d'importants groupes d'ex-Maï-Maï ont refusé de se rendre à Kamina pour participer au processus de brassage qui précède leur intégration dans la brigade spéciale⁹. Au moins 700 anciens Maï-Maï ont quitté la région et ont fait le voyage à Kamina.

En plus de tous les autres problèmes, en juillet, des partenaires locaux du PNUD à Kabalo ont détourné environ 36 000 USD destinés à des projets de réinsertion¹⁰. Près de 1 500 anciens combattants participent aux projets du PNUD dans le territoire de Kabalo.

Les motivations des groupes armés

Le major (ou autoproclamé colonel) Tango Fort est le leader maï-maï le plus important qui a refusé de se rendre à Kamina. Il est un des prétendants au commandement de la brigade de la Garde Frontalière. Il refuse d'aller à Kamina car il veut que ses hommes et lui-même soient intégrés dans le programme de brassage de Kalemie. Il veut également s'assurer qu'ils soient intégrés dans la brigade de la Garde Frontalière afin d'être en poste dans la même région¹¹. Dans la mise à jour précédente de ce rapport, il était déjà question de l'intérêt de Tango Fort et ses hommes pour les régions minières des territoires de Kalemie et de Nyunzu.

⁶ Le territoire de Kaniama est situé à l'ouest du Katanga, une région qu'IPIS n'a pas encore abordée dans un de ses dossiers de cartographie.

⁷ Radio Okapi, *Kanyama : ruée vers le coltan, hausse générale des prix des produits alimentaires*, 15 août 2008.

⁸ OCHA, *Situation Humanitaire de la Province du Katanga du 18 au 24 juin 2008*.

⁹ Rapport de recherche d'un partenaire local I, septembre 2008.

¹⁰ Radio Okapi, *Kalemie : détournement de près de 36,000 USD, des associations locales impliquées*, 20 juillet 2008.

¹¹ Rapport de recherche d'un partenaire local, I, septembre 2008.

Présence des FARDC

FARDC

La présence à Kalemie à la fois des soldats officiels des FARDC et des éléments d'anciens Maï-Maï de la brigade de la Garde Frontalière continue de créer des tensions.

INCIDENTS

Les évasions de prison sont toujours un phénomène récurrent dans la région. Au début du mois de mai, une évasion violente de la prison centrale de Kalemie a causé de sérieux dommages au bâtiment. De manière la plus spectaculaire, un grand trou fut creusé dans le mur avant. En septembre, les dégâts n'avaient toujours pas été réparés. Au cours de la plupart de ces incidents, les FARDC doivent intervenir pour aider la police à circonscrire la crise. Dans la prison centrale de Kalemie, par exemple, les 6 policiers et le chef de garde affirment effectuer des gardes de 240 heures¹².

NATURAL RESOURCES

Les abus commis par les soldats des FARDC dans ou aux alentours des sites miniers se poursuivent. Sur certains sites abordés dans nos mises à jour précédentes, les activités déclinent. A la mine dite des '100 kg' près de Mayi Baridi, la production a chuté de 75%¹³. A Lunga, la production de l'or a été réduite à une quantité négligeable. Cependant, Kisengo demeure très populaire parmi les mineurs et les soldats. Les soldats tant de Kalemie que de Kongolo fréquentent toujours le site, étant ainsi une des principales causes d'insécurité. Entre-temps, les opérations minières ont débuté sur de nouveaux sites. Le dernier site en vogue est la mine de coltan de Mokimbo. Une mine d'or populaire est celle de Mulunguyi (Butondo). Cette dernière fut pillée à deux reprises en mai par une bande des FARDC de Kongolo¹⁴.

INCIDENTS

Dans toutes les mines mentionnées, des incidents de sécurité importants continuent de se produire.

Les motivations des FARDC

Les FARDC se comportent toujours comme des prédateurs en matière d'affaires minières. Même s'il existe un lien entre les activités minières et la présence des unités de l'armée dans la région, il faut noter que les violations des droits humains commises par les soldats congolais ne se limitent pas à ces régions. L'extorsion (sous toutes ses formes) est un phénomène largement répandu.

¹² Ibidem.

¹³ Ibidem.

¹⁴ Ibidem.

La Ceinture de cuivre

INCIDENTS

Il n'y a pas eu de protestations violentes de la part des mineurs artisanaux mais un autre épisode brutal s'est produit en août. Au cours d'un différend ethnique, des membres de la communauté katangaise de Kolwezi ont attaqué des membres de la communauté kasaïenne en mettant le feu à deux entrepôts et à une cinquantaine de vélos. A l'origine de ces violences, on trouve la vengeance après qu'un membre de la communauté katangaise surpris en train de voler avait été attaqué. Dans l'ensemble, cet épisode n'a pas causé de dégâts humains importants mais il évoque les confrontations dramatiques entre les deux groupes qui eurent lieu dans le passé dont l'événement le plus notoire est la campagne haineuse menée contre les Kasaïens en 1991 par le gouverneur Kyungu et exécutée par les gangs de jeunes militants du JUFERI.

Deux mesures prises en mai, par le maire de Lubumbashi et portant sur la limitation de la liberté de mouvement des populations d'autres provinces ont suscité des peurs semblables¹⁵. Ces mesures portent sur un système de visa pour les Congolais d'autres provinces qui veulent se rendre à Lubumbashi. Les personnes originaires des provinces du Kasaï seront principalement affectées par cette mesure. La décision du maire a été contestée par le ministre national de l'Intérieur mais soutenue par son homologue provincial. Les justifications avancées par ceux en faveur de la mesure portent sur la popularité grandissante de Lubumbashi en tant que capitale minière et l'afflux qui en résulte de nouvelles populations ainsi que l'augmentation du chômage et de la délinquance¹⁶.

NATURAL RESOURCES

L'uranium reste un problème dans la région auquel on n'accorde pas suffisamment d'attention. Rien qu'aux alentours de Kolwezi, 8 sites contiennent des minerais dont le niveau de radiation est inquiétant. Certains de ces sites sont exploités par des 'majors' minières, d'autres par des 'minors', et trois d'entre eux sont gérés par des individus¹⁷.

Présence des FARDC

FARDC

La présence militaire dans la Ceinture de cuivre reste limitée. La plupart des soldats des FARDC sont partis pour le brassage. Ceux qui sont restés gardent les installations militaires ou ont été transférés dans la police militaire ou l'auditorat militaire¹⁸.

NATURAL RESOURCES

Dans la Ceinture de cuivre, le phénomène des soldats qui contrôlent les sites miniers n'existe pas de la même manière que dans d'autres parties du Katanga et dans l'est de la RDC en général. Cependant, ils essaient souvent de prendre le contrôle des routes de transport des principaux centres de production, sous le prétexte de vouloir s'assurer qu'aucun produit illégal ne quitte la région¹⁹.

Les motivations des FARDC

La Gécamines (GCM) étant dans l'incapacité d'acheter les minerais directement auprès des mineurs (artisanaux), elle s'adresse à des négociants. Les négociants travaillent dans les sites miniers qui leur ont été assignés par la GCM. Pour creuser les minerais, ils engagent des mineurs artisanaux qui ne peuvent vendre leur production qu'endéans les limites du site minier dont la GCM est la propriétaire. Ils ne peuvent pas se rendre dans d'autres marchés pour tenter d'obtenir un

¹⁵ Rapport de recherche d'un partenaire local, décembre 2008.

¹⁶ Ibidem.

¹⁷ Rapport de recherche d'un partenaire local, I, juillet 2008.

¹⁸ Rapport de recherche d'un partenaire local, II, septembre 2008.

¹⁹ Ce point est approfondi dans la partie suivante.

meilleur prix. En conséquence, tous les produits qui quittent le site avant d'être vendus à un négociant sont illégaux.

INCIDENTS

Différents services de l'Etat patrouillent dans la région des sites miniers de Kapata, Musonoi et Luilu (Kolwezi) pour y arrêter les transgresseurs potentiels. Toutefois, en dehors de la 'Garde Industrielle' gérée par la GCM, les autres services de police et militaires (c.-à-d. l'auditorat militaire, la police militaire et l'ANR) ont installé des postes de contrôle pour leur profit personnel. En échange du prix adéquat²⁰, ils renoncent facilement à leurs scrupules et laissent passer les minéraux illégaux. Le dernier incident qui a été rapporté à l'un de ces postes de contrôle date de la fin du mois d'avril 2008.

INCIDENTS

Parfois des soldats des FARDC se retrouvent même dans des bandes de bandits de grand chemin. Le problème des bandits armés errant sur les routes est minime comparé à d'autres pays africains mais il existe bel et bien. En juillet, un lieutenant et un corporal des FARDC furent arrêtés pour actes de banditisme sur l'axe Kolwezi-Likasi-Luambo-Mwadingusha²¹.

²⁰ Rapport de recherche d'un partenaire local, II, septembre 2008.

²¹ Rapport de recherche d'un partenaire local, décembre 2008.

Le Centre

Présence de groupes armés

En général, la situation dans l'ancien « triangle de la mort » est assez stable ; des petits groupes d'anciens combattants s'y trouvent encore mais ils sont désorganisés. Toutefois, un regroupement a été signalé récemment dans une période que ne couvre pas ce rapport.

INCIDENTS

Comme précisé dans le premier rapport de cartographie d'IPIS sur le Katanga datant de juin 2007, l'impact du processus de DDR à Malemba-Nkulu est resté très limité, suscitant des soupçons quant aux quantités considérables d'armes de groupes armés restées dans la région. En mai 2008, une cargaison d'armes a été interceptée par la sécurité de la MONUC à Bukama. Les armes provenaient de Malemba Nkulu et étaient en route pour Lubumbashi²². Cet incident semble confirmer le soupçon concernant la circulation d'armes dans la région.

Les motivations des groupes armés

MAYI-MAYI

Les anciens Maï-Maï qui restent encore continuent de vivre de la terre. Ils cultivent, pêchent, braconnent et exploitent des petites quantités de ressources naturelles. Certains ont même monté leur propre petit commerce. Pour certains d'entre eux, particulièrement ceux qui ne sont pas acceptés par la population traumatisée sensée « les accueillir », l'intégration est un processus difficile²³.

Concernant des éventuelles motivations de pouvoir pour les groupes d' (anciens) Maï-Maï qui restent, un événement significatif s'est produit à la mi-juillet. En présence du Commissaire du District du Haut-Katanga, des nouveaux chefs traditionnels ont été nommés pour remplacer les anciens qui avaient été tués par les milices maï-maï entre 2003 et 2007. Si la nomination des nouveaux chefs des groupements de Katolo, Kintya, Musabila et Sambwe fut conclue avec succès, la sélection du Chef de la Chefferie de Kiona-Ngoie a causé de sérieuses tensions au point de devoir interrompre le processus²⁴. Il est important de noter qu'il n'y eut aucune interférence de la part d'aucun groupe de Maï-Maï au cours de la procédure. Il semble donc qu'actuellement, les Maï-Maï ne servent plus de levier (voire pire) dans les conflits de pouvoir qui existent dans la région.

Présence des FARDC

FARDC

Les FARDC sont présentes dans différents sites miniers. Officiellement, leur tâche consiste à identifier quiconque porte une arme sur les sites et de surveiller les mouvements des mineurs ainsi que des négociants. Les premiers sont souvent d'anciens combattants, les derniers étant principalement des résidents du Sud-Kivu.

Les motivations des FARDC

NATURAL RESOURCES

Les mines demeurent un facteur de motivation pour le déploiement de plusieurs éléments des services de sécurité congolais. Les soldats en poste dans les régions minières peuvent tirer profit de l'activité économique, souvent via l'extorsion. Les FARDC dans les régions minières du centre du Katanga sont régulièrement responsables de violations des droits humains mais il semble que la police constitue le principal problème pour la population locale. Dans plusieurs

²² OCHA, *Situation Humanitaire de la Province du Katanga du 7 au 13 mai 2008*.

²³ Rapport de recherche d'un partenaire local, II, juillet 2008.

²⁴ Rapport de recherche d'un partenaire local, I, septembre 2008.

INCIDENTS

mines, la police a érigé des prisons temporaires où elle maltraite, extorque et détient illégalement des civils²⁵.

L'empressement à tirer profit des mines continue d'être la cause de confrontations violentes entre les représentants armés de l'Etat. En juillet, deux policiers ont été abattus sur le site minier artisanal de Kabundi par une unité de gardes parc. Les policiers envoyés par l'administrateur du territoire de Lubudi pour y ouvrir un bureau venaient juste d'arriver. Leur présence était clairement non désirée par les gardes parc qui avaient perçu un revenu engendré par la taxation des activités minières²⁶.

²⁵ Rapport de recherche d'un partenaire local, décembre 2008. Selon le même rapport, en raison de la situation désastreuse, le commandant de la brigade des FARDC à Mitwaba a menacé de fermer le poste de police si le commissaire en chef n'améliorait pas la situation.

²⁶ Radio Okapi, *Lubudi : des gardes parc tuent un policier et blessent un autre dans la réserve de Nkando*, 30 juillet 2008.

L'Est

Présence de groupes armés

MAYI-MAYI

Les anciens Maï-Maï de la région de Pweto posent peu de problèmes. Ils ont dénoncé à plusieurs occasions le fait qu'ils n'avaient pas reçu les bicyclettes qui leur avaient été promises dans le cadre du programme de DDR du PNUD mais ils n'ont pas eu recours à la violence pour autant²⁷.

Présence des FARDC

FARDC INCIDENTS

Des unités des FARDC sont éparpillées un peu partout dans les territoires de Pweto et de Moba. Partout où elles sont présentes, elles ont tendance à commettre des violations des droits humains²⁸. Elles sont principalement impliquées dans le travail forcé, les arrestations arbitraires et la taxation illégale aux barrages²⁹.

De nombreuses extorsions commises par les FARDC au détriment des pêcheurs dans la chefferie de Kiona-Nzini ont été signalées³⁰.

Les motivations des FARDC

Les crimes commis par les unités des FARDC dans la région illustrent qu'également en dehors des régions minières, celles-ci abusent de leur position pour tirer quelque profit. Ces profits ne sont souvent pas gigantesques. Aucun soldat ne peut s'enrichir en extorquant illégalement 10 dollar cents à un piroguier. Cela prouve que le comportement prédateur des soldats n'est pas nécessairement motivé par la perspective des profits. Les paies et les approvisionnements irréguliers peuvent être à l'origine du recours à la violence pour des raisons de survie.

INCIDENTS

Un autre incident, concernant cette fois non pas les FARDC mais les tensions ethniques, mérite d'être mentionné. En août, un groupe d'environ 100 Pygmées a fui la ville de Kaswete (territoire de Pweto) et s'est réfugié dans la brousse. Les Pygmées avaient été auparavant visés par la population bantoue et étaient à présent forcés par le chef traditionnel de quitter la région³¹.

²⁷ OCHA, *Situation Humanitaire de la Province du Katanga/Tanganyika du 28 mai au 3 juin 2008*.

²⁸ OCHA, *Situation Humanitaire de la Province du Katanga du 25 juin au 1 juillet 2008*.

²⁹ Rapport d'ONG locales, juillet 2008.

³⁰ Rapport de recherche par un partenaire local, décembre 2008.

³¹ Mgr. F. Muteba, *Il faut sauver les pygmées du territoire de Pweto au Katanga*, 13 septembre 2008.

Conclusions et recommandations

Dans trois des quatre régions du Katanga abordées dans ce rapport, les problèmes de sécurité sont limités. La quatrième région, le nord du Katanga, continue de poser le plus de problèmes en raison des nombreuses violations des droits humains et de l'absence quasiment totale de l'Etat de droit dans plusieurs endroits.

L'insécurité dans la région provoquée par les anciens combattants et particulièrement les FARDC est due au fait que ceux-ci sont intéressés par les profits qu'ils peuvent tirer des activités minières. La région ne dispose pas nécessairement des meilleures mines ni des plus grandes mais en raison de leur isolement, celles-ci conviennent à tous ceux qui désirent se livrer au pillage en toute discrétion.

En dépit du calme actuel qui règne dans la province, la vigilance s'impose en ce qui concerne l'évolution de la situation politique et sécuritaire dans le reste du pays pouvant avoir un impact sur la province, particulièrement la guerre au Nord-Kivu et l'application de la loi sur le découpage.

En raison de la non-évolution de l'ensemble de la situation de sécurité, IPIS maintient la plupart de ses recommandations faites dans la mise à jour précédente de son rapport publiée en juin 2008.

Recommandations :

En ce qui concerne les motivations des FARDC

- Certaines unités des FARDC doivent être sérieusement remises au pas, particulièrement au nord de la province.
- Des arrestations et des poursuites judiciaires sont nécessaires pour montrer aux unités des FARDC qui se comportent mal que l'impunité est terminée. Dans ce domaine, les dispositifs de détention sécurisés sont indispensables.
- Pas de discipline de la part des FARDC sans paiement régulier de leurs soldes.
- Un nouveau positionnement des différentes unités des FARDC à travers toute la province devrait être défini dans le but de maintenir les unités en dehors des mines et du trafic des minerais.
- Les unités à la pire réputation (la Brigade de Kongolo) devraient être envoyées au brassage immédiatement et remplacées par des forces intégrées.

En ce qui concerne les motivations des anciens combattants maï-maï

- La formation de la brigade de la Garde Frontalière devrait être achevée aussi vite que possible. La question du leadership doit être résolue.
- La brigade de la Garde Frontalière ne devrait pas opérer dans les alentours de Kilunga, Kisengo ni aucune autre mine dans la région.
- Quand le processus de recrutement se terminera, un délai devrait être fixé pour les (anciens) Maï-Maï qui restent. Ceux qui n'auront pas désarmé avant ce délai devraient être déclarés hors-la-loi et activement recherchés par une unité spécialisée des FARDC (composée si possible d'anciens Maï-Maï, comme pour l'unité qui a été utilisée dans le Sud-Kivu pour attaquer les 'Rastas').
- Les efforts nationaux et internationaux devraient se concentrer sur les projets de réintégration.

Nouvelles cartes

IPIS a publié une version mise à jour des cartes portant sur les FARDC et les Maï-Maï.

En raison du rôle essentiel des ressources naturelles comme motivation pour les groupes armés et les FARDC, nous avons créé une carte internet combinant les cartes 'Acteurs des conflits' et 'Ressources naturelles'. Des zones minières récemment découvertes qui ont commencé à poser des problèmes de sécurité ont été ajoutées à la carte 'Ressources naturelles'.

La nouvelle carte 'Incidents' illustre les incidents importants liés à la sécurité impliquant les groupes armés ou les FARDC pour la période allant de mai à septembre 2008.

L'information sur les positions et les incidents sur le territoire de Mitwaba est plus détaillée que pour les autres territoires katangais.

Faute de données cartographiques fiables et complètes, l'emplacement des lieux suivants est approximatif: Kisengo ('Ressources naturelles' et 'Incidents'), Kilunga et Mulunguyi ('Ressources naturelles'), Kintya ('Maï-Maï'), Wimbi ('Maï-Maï' et 'Incidents'). Les informations concernant les autres lieux que nous n'avons pas pu localiser ont été rattachées au chef-lieu du territoire ou à un lieu connu dans les environs.

Annexe : Liste des abréviations

ANR	Agence Nationale de Renseignements
ASADHO	Association Africaine de défense des Droits de l'Homme
CNDP	Congrès National pour la Défense du Peuple
DDR	Désarmement Démobilisation et Réintégration
DGM	Direction Générale de Migration
FARDC	Forces Armées de la République Démocratique du Congo
FDLR	Forces Démocratiques de Libération du Rwanda
GCM	Gécamines
IPIS	International Peace Information Service
JUFERI	Jeunes de l'Union des Fédéralistes et Républicains Indépendants
MONUC	Mission des Nations Unies en République Démocratique du Congo
OCHA	Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires des Nations Unies
PNC	Police Nationale Congolaise
PNUD	Programmes des Nations Unies pour le Développement